

Paris, le 16 janvier 2012

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

HOPITAUX PUBLICS : LE GOUVERNEMENT CHOISIT LA VOIE DU DEFICIT

La Fédération hospitalière de France dénonce la décision prise par le gouvernement, en dépit des engagements pris par le Ministre du Travail et de la Santé, de ne pas « dégeler » une partie très importante des crédits relatifs aux Missions d'Intérêt Général pour 2011, soit 189 Millions d'euros.

Cette décision, d'autant plus incompréhensible que l'activité hospitalière a été conforme aux prévisions, est aussi injuste qu'inéquitable. Elle conduit en effet à faire reposer sur les seuls hôpitaux publics la dérive des dépenses en ville et dans les cliniques privées. Elle aboutira à augmenter très fortement ce qui sera qualifié de « déficit des hôpitaux » et qui n'est en réalité que le produit d'arbitrages budgétaires inacceptables.

Ce « déficit » ne saurait par conséquent justifier l'interventionnisme des pouvoirs publics dans la gestion quotidienne des établissements, comme vient de l'illustrer le nouveau décret sur le contrôle des emprunts, qui surajoute une énième procédure d'autorisation, au risque de paralyser davantage l'action des hôpitaux.

La FHF demande que des mesures d'urgence soient prises au plus vite, afin de préserver les Missions d'Intérêt Général, en baissant les rentes de situation dont bénéficient les cliniques privées, en particulier en matière de remboursement des cataractes et de la cardiologie interventionnelle.

Frédéric VALLETOUX
Président de la FHF

Gérard VINCENT
Délégué général de la FHF